

Objet : réponse de la CNCPI à la consultation sur la révision ciblée du règlement général d'exemption par catégorie (aides d'État) : révision des règles relatives aux aides d'État en faveur de la transition écologique et numérique - HT.5934

La CNCPI accueille très favorablement le projet de la Commission d'élargir le champ d'application de l'article 22 du Règlement Général d'Exemption par catégorie (RGEC).

Nous souhaitons cependant commenter le considérant (4) et l'Article 21bis « Aides au financement des risques sous la forme d'incitations fiscales en faveur d'investisseurs privés », alinéa (b).

La CNCPI attire l'attention de la Commission sur le fait que l'expression utilisée « *les aides aux jeunes pousses peuvent prendre la forme d'un transfert de droits de propriété intellectuelle (DPI) et des droits d'accès liés...* » semble indiquer que seule une cession de DPI serait admissible à l'exonération.

Or, la pratique des relations contractuelles entre organisme de recherche et jeunes pousses montre que les modes de transfert sont variés, parfois combinés et dépendent du contexte de la relation contextuelle. Il est ainsi possible de citer 4 modes de transfert couramment utilisés :

- Cession/vente de DPI ;
- Concession de licence exclusive ou non, totale ou partielle (par domaine technique) impliquant que la propriété des titres reste dans l'organisme de recherche, seul le droit d'exploiter étant concédé. Il est aussi à noter qu'un même DPI peut avoir des applications dans différents domaines qu'une même jeune pousse ne pourra pas ou ne souhaitera pas couvrir. Il peut de la sorte être pertinent de laisser la titularité de ces DPI à l'organisme de recherche qui pourra concéder des licences (exclusive ou non) à plusieurs jeunes pousses destinées à adresser des marchés différents ;
- Droit au brevet : clause contractuelle permettant de définir la jeune pousse comme la titulaire d'un DPI potentiel futur ;
- Cession du droit de priorité : clause permettant à la jeune pousse de déposer des demandes de brevet dans des pays différents du pays de dépôt de la demande initiale en bénéficiant du droit de priorité de la Convention de Paris. Dans de nombreux pays européens, dont la France, ce droit qui naît avec le dépôt de la demande initiale, et a une durée d'un an, en est indépendant et peut/doit être cédé explicitement. Autrement dit, une cession de la demande initiale n'implique pas implicitement la cession du droit de priorité.

Il serait donc favorable à l'égalité entre les jeunes pousses et à l'efficacité de la mesure envisagée de ne pas limiter l'exonération aux seules opérations de cession, et d'inclure dans le champ de l'exonération des opérations de transfert partiel, de démembrement, ou d'option sur le futur de DPI (transfert de droit au brevet ou de droit de priorité). Et ce, d'autant plus que les modes ci-dessus font entrer dans le patrimoine de la jeune pousse des DPI.

Par ailleurs, la réalisation financière de l'aide nous semble pouvoir prendre 2 formes en partant du postulat qu'au moment où l'aide est mise en œuvre, la valeur des éléments de DPI cédés a été déterminée selon l'une des modalités indiquées dans le projet :

- Une aide financière à la jeune pousse pour l'acquisition de ces éléments ; ou
- Un prix de transfert à un niveau inférieur à cette valeur, l'aide provenant alors de l'organisme de recherche qui accepte une moins-value par rapport à la valeur déterminée.

Nous remercions la Commission européenne de nous permettre d'apporter une contribution à cette révision importante du RGEC et nous tenons à sa disposition pour toutes informations complémentaires.

Contact :

Marc Bethenod

marc.bethenod@cncpi.fr

+ 33 1 53 21 90 89